

**20 mars 1996, Ottawa**

**Allocution à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie**

Je suis très heureux d'être ici avec vous aujourd'hui pour souligner la Journée internationale de la Francophonie. Je pense que toutes les personnes ici présentes connaissent l'attachement de mon gouvernement à la Francophonie, à son développement et à son renforcement. Les Canadiennes et les Canadiens sont plus conscients que jamais de l'importance d'une présence dynamique de notre pays au sein de la grande famille francophone.

En fait, la participation du Canada à la Francophonie internationale est le prolongement logique de la composition linguistique de notre pays. En effet, plus de 8 500 000 personnes parlent français au Canada et c'est la langue maternelle de près de 7 000 000 d'entre elles. Pendant l'année scolaire en cours, 305 000 élèves non francophones suivent des cours d'immersion en français, un chiffre record, et plus de 2 000 000 d'autres étudient le français comme langue seconde.

Comme la majorité d'entre vous le sait sans doute, j'ai eu le plaisir et l'honneur de diriger la délégation canadienne au sixième Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Cotonou, au Bénin, en décembre dernier. Ce fut une expérience mémorable. J'aimerais d'ailleurs vous parler brièvement des objectifs que le Canada a atteints à cette réunion des 49 chefs d'État et de gouvernement de la communauté francophone. C'était mon premier sommet francophone et ce qui m'a particulièrement frappé, c'est la franchise et la cordialité des échanges entre les chefs d'État et de gouvernement ainsi que l'esprit constructif dans lequel le sommet s'est déroulé.

Je crois pouvoir dire que le Canada a atteint les trois objectifs principaux qu'il s'était fixés. Le premier correspondait à la nécessité de donner suite aux recommandations du Sommet de Halifax en faveur de la réforme des Nations unies et des institutions économiques internationales. Le Sommet de Cotonou a adopté une résolution sur l'efficacité de l'aide au développement et le renforcement des institutions économiques multilatérales de développement.

Nous nous étions également fixés comme but de donner une dimension plus politique à la Francophonie. Nous y sommes arrivés en adoptant une série de résolutions de nature politique et en créant le poste de Secrétaire général de la Francophonie, poste qui trouvera un titulaire à l'occasion du Sommet de Hanoï en 1997. Il faut aussi souligner l'engagement de la Francophonie dans la prévention des conflits au sein des pays qui la composent, engagement relié directement à la solidarité qui s'est développée au cours des ans entre ces pays. Le troisième objectif que nous nous étions fixés correspond à un défi qui se pose pour tous les pays de la Francophonie. Il s'agit de la consolidation, de l'épanouissement et du rayonnement de cette langue « que nous avons en partage » et, à travers elle, de la promotion des grandes valeurs d'humanisme et de solidarité.

Bien sûr, nous avons déjà de bons outils à ces fins, comme TV5, l'Agence de coopération culturelle et technique et l'Association des universités francophones, tous des outils que la Francophonie s'efforce de rendre encore plus dynamiques, efficaces et innovateurs. Il faut

cependant faire encore plus si nous ne voulons pas que notre langue soit marginalisée. La langue française est en effet un véhicule avec lequel de nombreux peuples ont tracé le chemin de leur histoire. À l'heure de la mondialisation, ce chemin est devenu une autoroute, celle de l'information. Le Sommet de Cotonou a répondu à ce défi et il a engagé résolument la communauté francophone mondiale sur l'autoroute de l'information.

Par cette action, la Francophonie multiplie son potentiel d'interaction avec le reste de la planète en se donnant un meilleur accès à ce que d'autres ont à nous offrir, et en leur offrant en retour ce que nous avons de mieux. Notre langue pourra ainsi prendre la place qui lui revient. Vous me direz que la Francophonie s'est donné tout un programme.

C'est vrai et, d'après moi, c'est la seule façon d'aller de l'avant dans le monde qui est le nôtre et, d'ailleurs, je suis persuadé que nous aurons des résultats concrets à présenter au prochain sommet. Chers amis, voilà ce que je voulais vous dire du Sommet de Cotonou. La Francophonie est encore bien jeune, mais elle est très consciente de ses responsabilités. Je suis persuadé qu'un brillant avenir l'attend et qu'elle saura le saisir.

En terminant, je m'en voudrais de ne pas saluer l'engagement exceptionnel envers la francophonie du sénateur Jean-Robert Gauthier qui ne peut malheureusement être avec nous aujourd'hui. Ce grand francophile est président de la section canadienne et vice-président international de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française. Sa ténacité et son apport à la communauté franco-ontarienne lui ont d'ailleurs valu de nombreuses distinctions.

Merci.